

Ploërmel. Finances publiques: l'intersyndicale rencontre Ploërmel en Transition

- [13 octobre 2020](#)

Ils ne lâchent rien. Les délégués de l'Intersyndicale Finances Publiques du Morbihan – Solidaires, CFDT, CGT et FO- reprennent leur mobilisation pour dénoncer le plan de restructuration du service des Finances publiques du Morbihan. Ils avaient entamé leur mouvement en 2019 en menant diverses actions un partout dans le département, mouvement interrompu par la crise sanitaire.

Mais avec la rentrée, les syndicalistes sont plus remontés que jamais. “On s’attendait à ce que la direction tienne compte de la période que nous venons de traverser et qui a démontré toute l’importance d’un service public de proximité. Mais visiblement, pour la direction, le jour d’après c’est le retour au monde d’avant... On comprend mal qu’elle reparte sur des projets de restructuration et de suppression d’emplois. Nous voulons le maintien d’un service public de proximité dont on a vu qu’il était essentiel pendant la crise du COVID. C’est grâce à la mobilisation des agents que les salaires des soignants ont pu être payés et que les fonds d’aide aux entreprises ont été versés..”, s’emporte un des délégués, présent ce mardi matin devant le service des finances publiques de Ploërmel.

Depuis quelques jours, les délégués syndicaux ont repris leur bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des élus d’Auray en septembre ou bien encore manifester la semaine dernière à Vannes en marge de la réunion du collège des chefs de service. Ils expliquent n’avoir aucune explication de leur direction sur le contenu du plan de restructuration et son calendrier de mise en oeuvre. Mais selon eux, les trésoreries de Malestroit et de Mauron sont menacées ainsi que le centre des finances publiques de Ploërmel dans la nature de ses missions puisqu’il deviendrait le centre dédié à la gestion de la structure hospitalière du GHT Brocéliande Atlantique.

Ce mardi matin, s’ils étaient à Ploërmel, c’est en raison de ces menaces mais aussi parce qu’ils n’ont “pas senti le soutien massif de la part de Patrick Le Diffon”, lors de leurs actions précédents le confinement. “On a l’impression qu’ici l’affaire est entendue et que ce sont les Maisons du service au public qui remplace les centres des impôts”, pestent les syndicalistes. Alors, ce mardi, ils ont rencontré Emeline Tostivint, chef de file de la liste d’opposition “Ploërmel en transition” dans le but de “faire ressurgir le débat sur le secteur”.

Emeline Tostivint et les représentants de Ploërmel en transition ont été sensibles aux arguments avancés par l’intersyndicale et étaient à leurs côtés, devant le centre des finances publiques de Ploërmel. “Ce problème ne concerne pas seulement Ploërmel mais l’ensemble du Pays. Nous allons interpellé Patrick Le Diffon lors du prochain conseil municipal afin qu’une motion soit mise au vote. Les élus ont un rôle à jouer dans la défense du service public de proximité. Nous allons aussi demander aux maires des autres communes de se prononcer soit en adoptant une motion soit en écrivant à la préfecture ou au ministère”, indique Emeline Tostivint. La liste Ploërmel en transition a d’ailleurs diffusé un communiqué de soutien aux syndicalistes des Finances Publiques (lire ci-dessous).

L’ouverture des Maisons de service au public (MSAP) est censée compenser la restructuration du service des finances publiques en permettant aux habitants de se rendre dans ces structures, sorte

d'antennes de différents services publics de proximité, afin de rencontrer un conseiller. Oui, mais attention! alerte Gérard Payot, également membre de Ploërmel en Transition qui pointe les risques d'un transfert de charges "les MSAP sont financées par les collectivités, alors que le service des finances publiques est à la charge de l'Etat", indique-t-il. Car si la mise en place de ces MSAP bénéficie d'aides de l'Etat "il s'agit d'aides ponctuelles qui ne dureront pas dans le temps", renchérit Emeline Tostivint.

A noter que beaucoup d'élus locaux sont sensibles à ce problème général de la disparition des services publics des zones rurales. Certains conseils municipaux ont déjà pris position comme ce fut le cas, lundi soir de celui de Missiriac qui a adopté une motion pour défendre leur maintien.

Le communiqué de Ploërmel en Transition

En tant que conseillers municipaux de l'opposition pour le groupe *Ploërmel en transition*, nous souhaitons rappeler que le maintien du service public de proximité était déjà au cœur de notre campagne en mars 2020.

Nous avons été contactés par l'Intersyndicale des Finances Publiques il y a quelques jours afin d'évoquer ensemble la situation et les différentes actions possibles pour empêcher la fermeture du Service des Impôts des Entreprises (SIE), du Service des Impôts pour les Particuliers (SIP) ainsi que la Trésorerie de Ploërmel.

La restructuration des services des finances publiques lancée par l'ex ministre Gérard Darmanin aura des conséquences négatives sur l'ensemble de notre territoire, pas seulement Ploërmel.

En effet les particuliers devront se rendre à Pontivy en cas de réclamation ou autre démarche concernant leurs impôts sur le revenu, tandis que les entreprises devront aller à Vannes. De leur côté, les usagers d'Auray devraient venir jusqu'à Ploërmel pour tout ce qui concerne le foncier alors qu'aucun transport en commun n'existe entre nos communes...

Pour information, le SIP (Services des Impôts pour les Particuliers) de Ploërmel a accueilli 18 090 personnes en 2019.

Cette restructuration va contraindre les contribuables à des déplacements supplémentaires qui engendreront une perte de temps, voire pour beaucoup, l'obligation de prendre une demi-journée de congé pour régler un simple problème administratif.

Aux frais de transports, s'ajoute l'augmentation de la pollution alors que nous devrions justement limiter et optimiser nos déplacements...

Contrairement aux affirmations de la majorité municipale, les maisons de service aux publics (MSAP) et France Service ne rempliront pas les mêmes services aux contribuables et aux usagers, car les agents territoriaux ne pourront pas avoir les compétences professionnelles des agents des finances publiques. Par ailleurs ces agents territoriaux seront à la charge de la collectivité.

Nous nous joignons donc à l'Intersyndicale et demandons, au nom des usagers et des agents des Finances Publiques, à M. Le Maire et Président de la Communauté de Communes de Ploërmel, M. LE DIFFON, de se prononcer publiquement et de mettre au vote du prochain conseil municipal **une motion de refus de cette restructuration.**

Nous appelons toutes les municipalités du Pays de Plöermel qui sont elles aussi impactées par cette destruction du maillage territorial (Plöermel Communauté et Oust à Brocéliande Communauté), à se prononcer **pour le maintien des services publics de proximité** en refusant la restructuration des finances publiques sur notre territoire et à prendre contact avec les autres communautés de communes qui ont déjà entamé cette démarche.

Plöermel en transition

